

## CHAPITRE 1

# Au-delà de la fin de la défécation à l'air libre

*Naomi Vernon et Petra Bongartz*

### Résumé

*La durabilité est actuellement l'un des principaux défis que soulève l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) et plus généralement la pratique de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH), et les enjeux associés tels que le changement de comportement, l'équité et l'inclusion, la durabilité matérielle et le marketing de l'assainissement, le suivi et la vérification, l'engagement des pouvoirs publics, des ONG et des bailleurs de fonds, en particulier une fois que le statut attestant de la fin de la défécation à l'air libre (FDAL) a été atteint. L'obtention du statut FDAL est désormais reconnu comme étant seulement la première étape d'un long processus de changement et d'amélioration de l'assainissement, avec de nouvelles questions qui se posent à chaque stade, notamment comment stimuler la progression le long de l'échelle de l'assainissement, comment garantir que les plus pauvres et les plus marginalisés ne soient pas laissés de côté ou encore de quelle manière maintenir et ancrer le changement de comportement dans les mentalités. Ce chapitre résume la logique et les principales thématiques de ce livre, en soulignant les enjeux clés qu'il soulève et les dimensions de durabilité qui sont traitées ; il propose des moyens d'aller de l'avant si nous voulons atteindre le but ambitieux énoncé dans les Objectifs de développement durable (ODD) qui prône un accès universel à un assainissement amélioré d'ici à 2030.*

**Mots clés :** ODD, durabilité, EAH, échelle d'assainissement, équité et inclusion, financement, changement de comportement, pouvoirs publics/leadership, régression

### Introduction

La durabilité est l'un des mots clés de notre époque, que ce soit en termes de modes de vie, de méthodes de production, d'énergie, d'agriculture ou d'infrastructures. Nous devons examiner de près et sous un œil critique la façon dont nous vivons, travaillons, mangeons et interagissons avec notre environnement si nous voulons que la vie sur cette planète soit envisageable pour les générations futures. L'assainissement ne fait pas exception. Au départ, le défi consistait à inscrire l'assainissement au programme de développement et en faire une priorité politique et financière pour les pouvoirs publics et une priorité de programmation pour les ONG et les bailleurs de fonds. Malgré de réels accomplissements et des progrès remarquables dans certains pays vers l'Objectif du Millénaire pour le développement prônant la réduction de moitié de la proportion de gens sans accès à un assainissement adéquat, il y a encore un nombre cruellement élevé de personnes sans accès aux types d'assainissement et d'installations d'hygiène dont elles ont besoin pour gérer leurs fonctions corporelles de base en toute sécurité, avec facilité et dans la dignité. Dans beaucoup de pays, les communautés ont fait des progrès pour améliorer leur assainissement et mettre fin à la défécation à l'air libre (FDAL) et/ou moderniser les installations. Toutefois l'expérience récente et la recherche ont montré que les approches et les politiques

actuelles qui visent à améliorer l'accès et à changer les comportements n'ont pas réussi à le faire de manière durable (Tyndale-Biscoe *et al.*, 2013 ; UNICEF, 2014 ; Pasteur, 2014).

Pourtant, comme l'admettent de plus en plus de décideurs, de praticiens et de bailleurs de fonds, le besoin d'arriver à un assainissement durable pour tous est urgent : 2,4 milliards de gens utilisent encore des installations sanitaires non améliorées, et parmi eux, 1 milliard pratiquent la défécation à l'air libre (DAL). Neuf personnes sur dix qui défèquent en plein air vivent en milieu rural (WHO/UNICEF, 2015). Plus de recherches ont souligné l'ampleur des effets négatifs d'un manque ou d'une inadéquation des installations sanitaires. Il est de plus en plus admis que l'assainissement a une incidence sur de nombreux droits de l'homme associés (Musembi and Musyoki, 2016). La réalisation du fait que « la merde provoque des retards de croissance » et que la DAL, les infections à transmission fécales (ITF), la pauvreté et la sous-alimentation se renforcent mutuellement, est de plus en plus reconnue (Humphrey, 2009 ; Chambers and von Medeazza, 2014 ; Quattri and Smets, 2014 ; Spears, 2014). Les recherches ont aussi montré qu'un mauvais assainissement engendre un stress psychologique (Sahoo *et al.*, 2015 ; Steinmann *et al.*, 2015) et peut accroître la vulnérabilité des femmes à la violence liée à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) (House and Cavill, 2015). Un manque d'installations adaptées pour la gestion de l'hygiène menstruelle peut entraîner des absences régulières à l'école chez les filles (Roose *et al.*, 2015). La reconnaissance croissante du rôle crucial que joue l'assainissement dans tous les aspects du développement humain a trouvé écho dans une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui, en décembre 2015<sup>1</sup>, définissait pour la première fois l'eau et l'assainissement comme deux droits distincts et dans les Objectifs de développement durable (ODD) qui renferment le but ambitieux d'un accès universel à un assainissement amélioré d'ici à 2030, avec des cibles qui comprennent l'élimination de la DAL (UN, 2015).

Beaucoup de pays ont fait de l'assainissement une priorité politique<sup>2</sup>, et certains ont fixé des cibles ambitieuses pour bâtir des nations FDAL, parfois avec des feuilles de route détaillées sur la façon d'y parvenir<sup>3</sup>. Si la reconnaissance du potentiel gigantesque qu'offre l'assainissement pour améliorer la santé, le bien-être et le développement infantile porte l'élan en faveur d'un assainissement durable pour tous, l'atteinte de cet objectif aura besoin d'un changement radical et rapide au sein du secteur, surtout par rapport à l'inclusion des plus pauvres, pour lesquels les progrès ont jusqu'ici été les plus lents. Le rapport 2015 du Programme commun de surveillance (JMP) prédit « qu'au taux actuel de réduction, la défécation en plein air ne sera pas éliminée chez les habitants les plus pauvres des zones rurales d'ici à 2030 » (WHO/UNICEF 2015: 24). Par conséquent, la question qui subsiste est de savoir comment nous pouvons exploiter l'élan politique, les engagements, l'argent, les innovations prometteuses et les nouvelles technologies qui sont apparus dans le paysage de l'assainissement. Nous devons aussi nous demander ce qu'il faudra pour en faire des solutions véritablement efficaces à long terme.

### ***L'approche ATPC***

L'une des approches les plus prometteuses en matière d'assainissement au cours de la décennie écoulée a sans doute été l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC), une méthodologie novatrice pour mobiliser les communautés en vue d'éradiquer la DAL. Elle a été inaugurée en 2000 au Bangladesh par Kamal Kar en association avec le VERC (Village Education Resource Centre), un partenaire de WaterAid Bangladesh, dans le cadre de l'évaluation d'un programme d'assainissement subventionné

classique. Un facilitateur incite les communautés à procéder à leur propre évaluation et leur propre analyse de la DAL et elles se lancent dans leur propre action pour devenir FDAL. Le simple fait de fournir des toilettes ne garantit en rien leur utilisation, et cela ne se traduit pas systématiquement par un assainissement amélioré et des pratiques d'hygiène. L'ATPC se concentre sur le changement de comportement requis pour déboucher sur des améliorations concrètes et durables. L'un des accomplissements de l'ATPC a été de changer le raisonnement concernant l'assainissement pour passer d'un accent sur les ménages individuels à des communautés tout entières devenant FDAL ; l'accent n'est plus mis sur la fourniture de matériel ou de technologie mais sur la manière d'obtenir un changement de comportement collectif. Toutefois, l'ATPC n'est pas la panacée et bien des choses dépendent de la qualité de la formation, de la facilitation, du suivi et du soutien ainsi que du contexte social, politique, culturel et géographique de sa mise en œuvre.

L'ATPC a emprunté une trajectoire semblable à celle de l'ERP (Évaluation rurale participative) dont il découle :

Dans les années 1990, les comportements, les approches et les méthodes ERP se sont propagés à une vitesse fulgurante et ils ont été pilotés, adoptés, adaptés et rebaptisés. Il existait beaucoup de mauvaises pratiques car l'ERP était adoptée par des bailleurs de fonds et des gouvernements et mise à l'échelle dans la précipitation. Cela s'est aussi produit dans le cas de l'ATPC. Il y a eu beaucoup de mauvaises pratiques, souvent en toute bonne foi. Le déclenchement et le suivi de l'ATPC exigent des aptitudes assez spéciales, des attitudes et des comportements assez particuliers. Beaucoup de défis de la seconde et troisième génération se sont présentés. Sa maturité s'est révélée par des accents différents et par un nouveau nom. (CLTS Knowledge Hub, 2013)

Au cours des 15 dernières années, l'approche a sensiblement évolué et l'on a vu émerger diverses variantes<sup>4</sup>. Parallèlement aux efforts pour affiner la qualité générale, ce nouveau paysage de l'ATPC à l'échelle, très souvent dirigé par des gouvernements nationaux, engendre de nouveaux défis. En première place, et sous bien des angles, figure la durabilité. Les recherches et programmes mis en exergue tout au long de cet ouvrage montrent que nous devons être prêts à accepter de nouvelles adaptations et à faire preuve de souplesse si nous voulons atteindre une durabilité à long terme. L'ATPC est de plus en plus associé à d'autres approches telles que le marketing de l'assainissement (Coombes, 2016, cet ouvrage ; Munkhondia *et al.*, 2016, cet ouvrage), et il existe une prise de conscience croissante du besoin de soutien technique et de mécanismes de financement pour encourager la progression le long de l'échelle de l'assainissement, surtout pour les plus pauvres.

### **Le défi de la durabilité**

Si l'on admet que l'ATPC intervient dans un monde complexe et inégal et qu'il ne constitue pas une solution universelle qui va résoudre tous les problèmes mondiaux d'assainissement et, plus généralement, de société, il offre néanmoins un bon point de départ. L'expérience a montré qu'il y a un certain nombre de choses qui doivent être en place pour que le statut FDAL puisse être conservé et pour que les gens progressent le long de l'échelle de l'assainissement. Ces éléments sont explorés dans ce livre. Des études récentes sur la durabilité ont souligné que la progression le long de l'échelle de

l'assainissement a été lente, voire inexistante, ou que la régression à la DAL était chose courante (Hanchett *et al.*, 2011 ; WSP, 2011 ; Mukherjee *et al.*, 2012 ; Tyndale-Biscoe *et al.*, 2013 ; UNICEF, 2014). Beaucoup de raisons ont été identifiées pour expliquer la régression, notamment l'effondrement ou le délabrement des toilettes provoqués, par exemple, par des inondations, l'impossibilité de faire face aux coûts récurrents de modernisation, de réparation ou de maintenance. Le fait que le changement de comportement ne soit pas suffisamment ancré dans les mœurs peut aussi entraîner une régression (UNICEF, 2014). Les difficultés futures, telles que le changement climatique et un risque accru de conflit et de déplacement, ne feront qu'exacerber l'incertitude et le défi que présente la durabilité.

### **Contexte du livre**

Cet ouvrage est né du souhait d'explorer deux questions de manière plus approfondie : a) dans quelle mesure les pratiques actuelles d'ATPC et leurs résultats sont durables ; et b) ce qui rend l'ATPC et l'EAH durables. Ces dernières années, l'accent a progressivement changé, passant de l'objectif qui était d'atteindre le statut FDAL à la réalisation du fait que cela n'était en réalité que la première étape d'un long processus de changement et d'amélioration de l'assainissement. L'obtention du statut FDAL n'est qu'un début ; la difficulté, c'est de parvenir à le conserver : de nouveaux ménages se formeront, d'autres se dénoueront ; des catastrophes naturelles surviendront ; les fosses des latrines se rempliront ; les matériaux et les structures s'abîmeront ; les populations migreront ; les dirigeants passeront à autre chose ; les budgets évolueront.

Ainsi, la CLTS Knowledge Hub à l'Institute of Development Studies souhaite explorer les problèmes émergents de deuxième et troisième génération et découvrir si les progrès initiaux et la ruée vers le changement rendent les communautés FDAL durables ou non. Notre première exploration à ce propos nous a amenés à passer en revue les toutes dernières recherches à ce sujet, ce qui a donné naissance à « Durabilité et ATPC : État des lieux » (Cavill *et al.*, 2015), une synthèse des enseignements tirés des recherches et des pratiques et une première tentative pour définir les défis et carences. Pour aller encore plus loin, nous avons émis un appel de résumés sur les principales thématiques identifiées dans la synthèse et nous avons organisé un atelier d'une semaine avec des participants désignés issus d'une grande variété de pays, d'institutions et d'acteurs au sein du secteur de l'EAH, au Kenya en avril 2015. Durant la semaine, les auteurs ont mis en commun l'essence même de leur chapitre respectif ; ils ont discuté des problèmes de durabilité, échangé leurs expériences, se sont nourris des chapitres de leurs collègues et ont reçu un soutien pour peaufiner leur écriture.

Le livre esquisse le paysage de la durabilité de l'assainissement tel que nous le connaissons actuellement sur la base de la recherche et des expériences sur le terrain et il se penche ensuite sur les différentes dimensions de la durabilité que nous devons prendre en compte. S'appuyant sur l'expérience tirée d'une grande variété de pays et d'organisations et sur les toutes dernières recherches, il s'interroge également sur ce qui d'après nous donne de bons résultats, sur les principaux obstacles, ainsi que sur les innovations et les solutions pratiques les plus prometteuses sur la route d'un assainissement durable. Il identifie des thèmes communs et des facteurs de réussite, ainsi que les manques de connaissance et il suggère un programme de recherches futur qui aidera à faire en sorte que tous ces efforts débouchent réellement sur un accès universel et permanent.

Mais, comme point de départ, il est utile de considérer et de définir ce que nous voulons dire par « durabilité » et de cerner les différents aspects que nous examinons dans ce livre.

## **Qu'est-ce que la durabilité ?/Qu'est-ce qui est durable ?**

Que veut-on dire par « durabilité » ? Dans le contexte de l'ATPC, la durabilité fait référence à l'ensemble des communautés et à leur obtention et leur conservation du statut FDAL. Les définitions retenues pour évaluer les communautés FDAL varient mais elles englobent souvent les éléments suivants (Cavill *et al.*, 2015) :

- L'éradication de la défécation à l'air libre dans la communauté.
- Des latrines privées qui sont hygiéniques et qui permettent de recueillir les excréments de manière sûre, préservent l'intimité et sont dotées d'un couvercle pour boucher l'orifice de défécation et d'un toit par souci de protection.
- L'utilisation des installations sanitaires par tous les membres du ménage et tous les résidents de la communauté.
- Une installation pour se laver les mains à proximité de la latrine, dotée d'eau, de savon ou de cendres, et témoignant d'une utilisation régulière.

Certains pays englobent d'autres éléments ou un deuxième stade (parfois définis comme FDAL+), qui peut comprendre (Cavill *et al.*, 2015) :

- Le lavage des mains.
- Des méthodes sûres de stockage et de manipulation de l'eau potable.
- Une bonne hygiène alimentaire (égouttoirs à vaisselle surélevés, couvercle sur les aliments).
- L'évacuation des eaux usées.
- La gestion des déchets solides.
- La fourniture de latrines institutionnelles dans les écoles, sur les marchés et pour les passants.

Les communautés sont vérifiées comme étant FDAL et sont ensuite certifiées, parfois par le biais d'un système de vérification tiers (Sara, 2016, cet ouvrage). Une contre-vérification du statut FDAL est parfois réalisée pour confirmer si le statut FDAL a été maintenu. Les statistiques en matière de durabilité, tout comme d'ailleurs sur le statut FDAL, peuvent se révéler trompeuses, par exemple si la vérification initiale n'a pas été assez rigoureuse (c.-à-d. si la communauté n'est finalement pas FDAL), si elle n'a pas été réalisée de manière professionnelle ou si des récompenses ont été accordées pour décrocher le statut FDAL ou pour vérifier l'obtention du statut FDAL (CLTS Knowledge Hub, 2011 ; 2012). La contre-vérification part de l'hypothèse qu'une communauté était effectivement FDAL au départ, ce qui n'est pas toujours le cas (Tyndale-Biscoe *et al.*, 2013 ; Cavill *et al.*, 2015). Dans d'autres circonstances, les critères applicables à la contre-vérification pourraient différer des critères d'origine fixés pour obtenir le statut FDAL. La question de savoir si une communauté peut vraiment être certifiée 100 pour cent FDAL 100 pour cent du temps, et comment, est tout aussi critique. Ce qu'il convient de mesurer et comment est également crucial car le simple fait de compter des toilettes ne prouve pas pour autant qu'elles sont utilisées. Avec l'inclusion de l'élimination de la DAL dans les cibles des ODD (UN, 2015), il se peut que les buts et cibles nationaux puissent être davantage définis en termes de comportement (Mukherjee, 2016, cet ouvrage).

### **Les trois dimensions de la durabilité**

Trois dimensions de durabilité ont été identifiées (Cavill *et al.*, 2015) :

*Conditions favorables* : du point de vue des institutions et des processus, y compris les priorités politiques et les campagnes ; la qualité des programmes, l'inclusion et l'intensité ; et le suivi post-FDAL.



Figure 1.1 Création d'un environnement porteur pour la durabilité de l'ATPC

Source : CLTS Knowledge Hub. Illustration de Barney Haward

*La durabilité matérielle et technique* : fait référence à l'état matériel, aux structures, à l'échelle de l'assainissement, au marché et aux services d'assainissement.

*La durabilité sociale et comportementale* : fait référence au changement durable des normes sociales et comportementales, des motivations et des préférences en matière de DAL et à la dynamique au sein des communautés et des cultures, y compris l'équité et l'inclusion et la satisfaction des différents besoins des individus.

La Figure 1.1 explore ces notions de manière plus approfondie.

En se servant de ces trois dimensions, nous avons identifié des thématiques prioritaires pour l'apprentissage, autour duquel le livre est structuré : durabilité matérielle ; durabilité et suivi post-FDAL ; équité et inclusion ; et normes sociales. La section suivante décrit les principales questions abordées par les chapitres de ce livre en fonction de ces thématiques. Toutefois, il va de soi que les thèmes sont tous imbriqués et qu'ils se soutiennent et se renforcent mutuellement.

## **Conditions favorables**

### ***Engagement des pouvoirs publics et investissements publics***

Le leadership du gouvernement, son engagement et des investissements publics efficaces se sont révélés essentiels pour atteindre un assainissement durable pour tous et ils font l'objet de beaucoup de chapitres de ce livre (p. ex. Musyoki, 2016 ; Mukherjee, 2016 ; Thomas, 2016 ; Hanchett, 2016 ; Robinson et Gnilo, 2016, Chapitre 9). Les institutions sectorielles et les systèmes gouvernementaux sont les seuls circuits par le biais desquels les populations de tout un pays peuvent gagner accès à l'assainissement (Mukherjee, 2016, cet ouvrage) et un suivi à long terme peut être fourni. Toutefois, un manque de planification et d'investissement pour la mise à l'échelle constitue un défi pour la durabilité, car des cibles ambitieuses risquent de donner lieu à des compromis en termes de qualité, d'inclusion et de durabilité (Thomas, 2016, cet ouvrage). Pour que la cible de l'ODD soit atteinte, il faut un meilleur plaidoyer de la part de la communauté du développement afin de démontrer aux pouvoirs publics que d'investir dans l'assainissement est rentable et offre des retours sur investissement élevés en raison de l'impact sur la santé, l'éducation, la dignité, la sécurité et les questions liées au genre (Evans *et al.*, 2004 ; Bartram, 2008 ; Trémolet and Mansour, 2013 ; Musyoki, 2016, cet ouvrage). De plus en plus de données viennent prouver les pertes économiques dues à un assainissement médiocre (Hutton *et al.*, 2009 ; WSP, 2012 ; WHO, 2014 ; UN, 2014) et ses terribles impacts sur la santé, tels que la malnutrition et le retard de croissance des enfants (Humphrey, 2009 ; Chambers et von Medeazza, 2014 ; Quattri and Smets, 2014 ; Spears, 2014). Ce sont là de puissants messages de plaidoyer. Il existe de nombreuses initiatives pour contribuer à stimuler l'engagement du gouvernement, par exemple des initiatives politiques, telles qu'Assainissement et Eau pour Tous ou la Déclaration d'eThekwini, qui plaident pour un investissement accru du secteur public et un engagement politique de haut niveau. Les conférences régionales sur l'assainissement, comme AfricaSan et SACOSAN et les déclarations qui en découlent, mobilisent aussi le leadership politique sur l'assainissement. Les campagnes nationales d'assainissement, qui font intervenir de nombreuses parties prenantes et de nombreux secteurs, par exemple, au Bangladesh et au Népal, ont été couronnées de succès (voir Hanchett, 2016, cet ouvrage ; Regmi, 2016, cet ouvrage)<sup>5</sup>. Toutefois, il faut faire plus pour mobiliser l'investissement à long terme.

Du fait de son approche prônant une absence totale de subvention, l'ATPC est souvent perçu comme une « option bon marché » et une façon pour les gouvernements d'échapper à leur obligation d'investir dans l'assainissement ; cependant, il y a de nombreux coûts, à court comme à long terme, qui sont impliqués. Toutefois, où et comment investir sont des considérations critiques. Il existe de nombreux exemples d'investissements inadaptés dans l'assainissement. Ainsi, en Inde, malgré des décennies d'investissements dans la construction de toilettes, la corruption, le manque de demande et une augmentation de la population ont fait que le nombre de ménages ruraux sans toilettes a augmenté de plus de 8 millions entre 2001 et 2011 (Hueso and Bell, 2013 ; Gupta *et al.*, 2016, cet ouvrage). L'investissement public dans l'assainissement et le développement de technologies ne sont utiles que s'ils sont localement appropriés et « fondés sur ce que souhaitent les gens et ce qu'ils sont prêts à utiliser et à entretenir » (Evans *et al.*, 2004: 3). Le financement contribue à fournir des incitations pour stimuler les entrepreneurs afin qu'ils développent des technologies qui satisferont les différents besoins des ménages et des individus (Jenkins, 2004). L'investissement dans la formation et le renforcement des capacités, ainsi que l'élaboration de plans et stratégies nationales cohérentes, qui adoptent des objectifs définis en termes comportementaux ont été couronnés de succès au Laos, en Indonésie et au Vietnam (Mukherjee, 2016, cet ouvrage). L'établissement de stratégies nationales et l'intégration de multiples parties prenantes veilleront à garantir la cohérence de la planification, du financement, de la mise en œuvre et du suivi des programmes d'assainissement rural dans l'ensemble du pays et à fournir un cadre structurel au renforcement des capacités et à la création d'environnements institutionnels robustes (Hanchett, 2016, cet ouvrage ; Mukherjee, 2016, cet ouvrage ; Musyoki, 2016, cet ouvrage ; Regmi, 2016, cet ouvrage). Comme le soulignent plusieurs chapitres, il est important que le mandat pour mener à bien une stratégie d'assainissement soit donné à un département spécifique, tel que le ministère de la Santé, et que des budgets suffisants soient attribués pour la mener à bien (voir Hanchett, 2016, cet ouvrage ; Mukherjee, 2016, cet ouvrage ; Musyoki, 2016, cet ouvrage). Un autre défi consiste à veiller à ce que les communautés soient mobilisées et pilotent le processus lorsque l'ATPC est mis à l'échelle et qu'il devient une politique gouvernementale (Bongartz, 2014).

L'établissement d'un système de suivi national pour surveiller les progrès et les résultats est un élément clé indissociable de la durabilité (Mukherjee, 2016, cet ouvrage). Pour ce faire, beaucoup de pays commencent à avoir recours à un suivi basé sur la toile (CLTS Knowledge Hub, 2013 ; Osbert *et al.*, 2015). Le suivi, la vérification et la certification du statut FDAL et au-delà sont des étapes centrales de la programmation de l'ATPC. Sara (2016, cet ouvrage) décrit brièvement le processus de certification au Kenya, qui fait appel à un système tiers, où la certification est réalisée par une agence extérieure. Les défis en termes de coûts et de manque de capacités ont fait que le processus a récemment fait l'objet d'une révision ; sa responsabilité a désormais été confiée au niveau du comté et un maître-certificateur est en passe d'être recruté pour valider les certifications au niveau local.

Les défis et les opportunités sont différents pour les gouvernements décentralisés comme au Kenya (voir Coombes, 2016, cet ouvrage ; Musyoki, 2016, cet ouvrage ; Sara, 2016, cet ouvrage ; Wamera, 2016, cet ouvrage). Les autorités du comté sont plus proches des communautés et sont en mesure de tenir

compte des réalités locales et d'y répondre, mais on risque de voir apparaître une certaine disparité et un traitement inégal à travers le pays, notamment en termes d'allocation budgétaire pour l'assainissement ; là encore, il faut des données probantes et une action de plaider pour maximiser les budgets. Il subsiste aussi une dépendance à l'égard des acteurs non gouvernementaux pour le financement et la mise en œuvre (Crocker *et al.*, 2015).

### **Qualité des programmes et suivi post-FDAL**

L'ATPC a d'abord été perçue comme une approche ascendante (*bottom-up*) à bas coût, de nombreux programmes prenant fin à l'obtention de la certification FDAL, en s'imaginant qu'une fois les communautés mobilisées et autonomisées, elles conserveraient leurs comportements et se chargeraient elles-mêmes du contrôle et du suivi. Toutefois, il est devenu manifeste que la FDAL ne devait pas être considérée comme une fin mais plutôt comme une étape sur la route vers un assainissement durable. La régression et le retour à la DAL se produisent dans beaucoup de pays et il n'existe guère de preuves permettant de penser que les ménages grimpent à l'échelle de l'assainissement dans les communautés ATPC. L'expérience récente a souligné l'importance de l'intégration d'un suivi post-FDAL dès le début de la programmation (WSP, 2011 ; UNICEF, 2014 ; Cavill *et al.*, 2015).

Plusieurs chapitres de ce livre décrivent des innovations qui sont testées à travers le monde pour tenter de surmonter les problèmes de régression, de dérapage et de suivi post-FDAL. Robinson et Gnilo (2016a, cet ouvrage) examine le potentiel d'une approche graduelle testée aux Philippines pour déboucher sur une progression régulière le long de l'échelle de l'assainissement ; elle consiste à découper le processus en étapes plus modestes et réalisables qui récompensent un comportement d'assainissement amélioré. S'appuyant sur l'expérience de la SNV au Népal, Regmi (2016, cet ouvrage) illustre le rôle crucial que jouent les activités post-FDAL dans le maintien durable du statut FDAL. Le gouvernement népalais, ainsi que d'autres parties prenantes, a développé une approche d'amélioration de l'assainissement en deux étapes pour aider les communautés et les districts au-delà de l'obtention du statut FDAL afin de décrocher le statut de « village totalement assaini ». Pour compléter cela, la SNV a formulé une stratégie post-FDAL sur plusieurs fronts, conçu des processus de détection précoce pour identifier les toilettes mal entretenues ou une régression à la DAL et elle propose un processus de contre-vérification du statut FDAL (SNV Nepal, 2012).

La continuité et l'engagement sont essentiels pour conserver le statut FDAL et il est vital que, dans le respect des principes de l'ATPC, la communauté soit mobilisée dans le suivi post-FDAL. Pour ce faire, Musyoki (2016, cet ouvrage) soutient que les niveaux de financement attribués aux activités nationales plutôt qu'aux actions locales ont besoin d'être révisés : il faut mettre plus de fonds à la disposition des communautés pour réaliser des activités telles que le contrôle et le suivi post-FDAL et les poursuivre à plus long terme. Wamera (2016, cet ouvrage) soutient que les structures sociales et administratives existantes ainsi que les groupes au sein des communautés et du gouvernement ont besoin d'être identifiés préalablement à la mise en œuvre et intégrés dans le processus, de manière à pouvoir continuer le suivi et l'ancrage de la nouvelle norme sociale (voir aussi Dooley *et al.*, 2016, cet ouvrage).

## **Durabilité matérielle et technique**

### ***Qualité des toilettes et régression***

La qualité et la tenue en service des toilettes sont essentielles pour leur durabilité à long terme. Au sein de l'ATPC, la réflexion évolue, délaissant l'idée de faire accéder les communautés à l'échelle de l'assainissement pour privilégier une prise de conscience du fait que des toilettes de mauvaise qualité qui s'effondrent ou qui ne durent pas longtemps peuvent décourager les gens et les faire renoncer à les reconstruire, entraînant ainsi un retour à la DAL ; par conséquent, l'investissement dans une meilleure technologie dès le départ peut se révéler préférable. Cela nécessitera une plus grande contribution technique et donc plus d'assistance que ne l'annonçaient les recommandations initiales de l'ATPC. Des recherches, telles que l'étude de Plan International dans quatre pays d'Afrique, ont montré que les populations avaient construit de simples latrines à fosse, mais que celles-ci ont souvent commencé à se dégrader, voire à s'effondrer (Tyndale-Biscoe *et al.*, 2013). Les coûts de reconstruction peuvent être trop élevés (Thomas, 2014) ou la perte de confiance peut amener à un retour à la DAL (O'Connell, 2014 ; Beyene, 2016, cet ouvrage). Lorsque les toilettes sont sales, elles sont rapidement abandonnées (Tyndale-Biscoe *et al.*, 2013). Au Bangladesh, les fosses se remplissent rapidement (surtout celles des toilettes à bas coûts subventionnées par les associations pour les pauvres) ; on constate des fuites et des pannes des toilettes de basse qualité à bas coût qu'il faut souvent reconstruire et l'on observe un retour à la DAL si les gens ne peuvent pas se permettre de les réparer. Les plus pauvres utilisent souvent des toilettes non hygiéniques qui ne sont pas dotées d'une superstructure adéquate et beaucoup ne peuvent pas posséder ou entretenir des toilettes sans le soutien d'une agence extérieure. Les inondations provoquent le débordement des latrines à fosse. La lixiviation de leur contenu dans les endroits où la nappe phréatique est élevée constitue un autre problème (Hanchett, 2016, cet ouvrage). Ces difficultés se retrouvent à travers le monde (Beyene, 2016, cet ouvrage ; Coombes, 2016, cet ouvrage ; Munkhondia *et al.*, 2016, cet ouvrage ; Thomas, 2016, cet ouvrage). Il faut donc des modèles techniques adaptés au contexte, y compris des conseils sur des questions telles que la profondeur de la fosse, pour garantir leur sûreté (Coombes, 2016, cet ouvrage ; Munkhondia *et al.*, 2016, cet ouvrage)<sup>6</sup>.

### ***Hygiène et toilettes améliorées et non améliorées***

La définition des critères d'une toilette susceptible d'apporter des bienfaits sanitaires est importante ; pourtant, il n'existe pas de définition fixe que tous les pays suivent. Certains pays utilisent comme référence la définition du JMP selon laquelle les toilettes sont « améliorées » ou « non améliorées ». « Une installation sanitaire améliorée sépare de manière hygiénique les excréments humains de tout contact humain »<sup>7</sup>. Les types de toilettes qui relèvent de cette catégorie comprennent des toilettes à chasse, des systèmes à réseau d'égout, les fosses septiques, les systèmes à chasses d'eau vers des latrines à fosse, les latrines améliorées à fosse ventilée (VIP), les latrines à fosse avec une dalle et un couvercle, les toilettes sèches à compost. Parmi les toilettes dites « non améliorées » figurent les systèmes à chasse d'eau ailleurs que vers des latrines, les latrines à fosse sans dalle ou sans couvercle, les seaux, les toilettes ou latrines suspendues, les installations partagées, l'absence d'installations, les bosquets ou les champs (DAL). Le passage de la DAL à des toilettes non améliorées ne présente que des gains sanitaires limités (Quattri and Smets, 2014 ; WSP, 2014a et b). Toutefois, les latrines à fosse peuvent engendrer des bienfaits sanitaires à condition d'assurer un confinement sans risque des selles (p. ex. avec une dalle et un couvercle), et la dalle doit pouvoir être nettoyée et entretenue facilement (Harvey and Mukosha, 2009 ; Reed, 2014 ; WHO, sans date). Le fait de pouvoir nettoyer la dalle a été cité dans les recherches

formatives au Kenya comme quelque chose qui avait beaucoup d'importance aux yeux des répondants lorsqu'il leur était demandé de décrire leur toilette idéale (Coombes, 2016, cet ouvrage). Le modèle et la construction sont essentiels pour arriver à une toilette améliorée ; ainsi, lorsque le modèle est inadapté, les latrines à fosse commencent rapidement à se détériorer, elles s'effondrent ou elles ont très vite besoin de maintenance, comme on le verra dans la section suivante. Le fait de disposer d'installations pour se laver les mains est un autre élément qui figure dans la définition de beaucoup de pays pour l'obtention du statut FDAL et qui est crucial pour parvenir à des bienfaits sanitaires. Sans installations pour le lavage des mains et autres pratiques d'hygiène, les communautés ne pourront jamais devenir pleinement FDAL, car l'ATPC entend supprimer toutes les voies de contamination fécale-orale (Maulit, 2014).

Si elles sont généralement utiles, les définitions peuvent se révéler réductrices. Ainsi par exemple, des toilettes partagées sont nécessaires dans bien des contextes, en particulier dans les milieux urbains (Hanchett, 2016, cet ouvrage), pour des raisons de place, d'argent ou encore par commodité. Toutefois, elles relèvent de la catégorie « non améliorée » selon la classification du JMP et, par conséquent, dans certains pays, elles ne seraient pas validées au moment de la vérification du statut FDAL d'une communauté. Il existe des problèmes potentiels qui gravitent autour de l'utilisation de toilettes partagées ou communales, par exemple : qui est chargé de les nettoyer et à quelle fréquence ? (voir Beyene, 2016, cet ouvrage). Leur utilisation fait-elle l'objet d'un paiement ? Sont-elles sûres et hygiéniques ? Les personnes handicapées peuvent-elles y accéder ? Y a-t-il des obstacles sociaux qui signifient que certaines personnes ne peuvent pas les utiliser ? Toutefois, elles ne devraient pas être rejetées unilatéralement comme étant non améliorées. Nous devons trouver un moyen de les faire marcher pour ceux qui en ont besoin.

Le fait d'avoir des définitions de ce qui constitue des toilettes de « qualité » est certes important ; toutefois, toute définition doit être replacée dans son contexte. Par exemple, au Kenya, des recherches formatives ont montré que l'on comprend mal ce qui constitue réellement une toilette améliorée et pourquoi c'est important (Coombes, 2016, cet ouvrage). Par ailleurs, il n'est pas donné de conseil concernant les normes minimales requises pour engendrer des bienfaits sanitaires ni sur les attributs permettant de transformer des toilettes en « toilettes améliorées », par exemple, avoir une dalle qui puisse être facilement nettoyée.

### ***Progression le long de l'échelle de l'assainissement***

La progression le long de l'échelle de l'assainissement est un point faible crucial pour la durabilité du statut FDAL comme le montrent plusieurs chapitres de cet ouvrage (p. ex. Munkhondia *et al.*, 2016 ; Coombes, 2016 ; Hanchett, 2016 ; Robinson et Gnilo, 2016, Chapitre 9). L'hypothèse antérieure selon laquelle, avec le temps, les gens progresseront le long de l'échelle de l'assainissement s'est révélée inexacte, en particulier chez les ménages pauvres et marginalisés (Ipsos Synovate, 2013 ; Thomas, 2014). Un certain nombre d'approches pour stimuler la progression le long de l'échelle ont été explorées et il existe différents points de vue quant à la question de savoir ce qui tend à encourager la communauté à dépasser le résultat FDAL. Le suivi, le soutien et l'encouragement post-FDAL ont montré qu'ils contribuaient au maintien du statut FDAL et qu'ils appuyaient la progression (Hanchett *et al.*, 2011 ; Tyndale-Biscoe *et al.*, 2013 ; UNICEF, 2014). Le caractère inabordable a été identifié comme un obstacle majeur à la possession et l'entretien d'une toilette et à la progression le long de l'échelle de l'assainissement, surtout pour les plus pauvres (Jenkins and Scott, 2007 ; Whaley and Webster, 2011 ; Sara and Graham, 2014) ; sans développement de produits qui sont abordables pour toutes les bourses, y

compris les plus plates, le succès sera limité. Le développement de mécanismes de financement adaptés, tels qu'envisagés par Robinson et Gnilo (2016a et 2016b, cet ouvrage), revêt aussi une importance cruciale. Beaucoup de gens sont prêts à payer pour des toilettes et il existe un certain nombre d'initiatives telles que des microfinancements, des modes de crédit ou des prêts formels ou informels qui sont mis sur pied. Toutefois, le financement pour les plus pauvres doit figurer au cœur de toute stratégie de financement de l'assainissement. Nous avons également besoin d'en savoir plus sur le succès des modèles de financement et de voir si les prêts sont demandés et effectivement accordés. Par ailleurs, il est important d'enquêter, par des recherches formatives ou des enquêtes auprès des usagers, pour voir ce que les ménages considèrent comme important et comme souhaitable en matière de toilettes (Devine and Kullmann, 2011 ; Coombes, 2016, cet ouvrage).

Il existe beaucoup d'innovations récentes qui visent à stimuler la progression le long de l'échelle de l'assainissement. Démarrer au-dessus de l'échelon le plus bas est peut-être une solution (Munkhondia *et al.*, 2016, cet ouvrage ; Tyndale-Biscoe *et al.*, 2013 ; Cavill *et al.*, 2015). Des données probantes semblent montrer que, dans certains cas, les toilettes construites ont une durée de vie de quelques mois seulement car elles sont bâties dans des conditions inadaptées, par exemple sur des sols sableux ou là où les nappes phréatiques sont élevées (Phiri, 2010 ; Hanchett *et al.*, 2011). Certains programmes ont trouvé que, si les gens disposent des options techniques et financières requises, il serait préférable de construire une toilette robuste d'emblée, plutôt que de les moderniser régulièrement (Munkhondia *et al.*, 2016, cet ouvrage). Il y a aussi des signes d'homogénéité dans les modèles de toilettes adoptés suite au déclenchement ATPC, principalement sur la base des types de toilettes locales existants, qui ne sont pas nécessairement durables et qui ne répondent pas toujours aux besoins des ménages (Pedi and Sara, 2013 ; Coombes, 2016, cet ouvrage). Le marketing de l'assainissement est de plus en plus conjugué à l'ATPC pour résoudre ce problème, offrant aux ménages qui peuvent se le permettre la possibilité de faire un choix éclairé sur le type de toilettes qu'ils souhaitent avoir. Coombes (2016, cet ouvrage) examine comment l'élaboration de lignes directrices pour la construction de latrines au Kenya a servi de point de départ pour l'intégration du marketing de l'assainissement et de l'ATPC et pour fournir diverses gammes d'options pour les ménages qui seront plus étroitement alignés à leurs besoins individuels et les aideront à progresser le long de l'échelle de l'assainissement. Munkhondia *et al.* (2016, cet ouvrage) souligne l'importance du développement de chaînes d'approvisionnement (voir aussi Thomas, 2014), le renforcement des compétences pour les maçons et les entrepreneurs afin qu'ils proposent des produits durables à bas coûts et utilisent des matériaux locaux et le savoir local pour accroître l'accès à l'assainissement et faire baisser les prix.

Toutefois, cette approche n'est pas sans présenter de risques, comme le remarquent Munkhondia *et al.* (2016, cet ouvrage), une progression graduelle de l'ATPC et du marketing de l'assainissement est essentielle pour éviter de saper le processus de changement de comportement et l'approche devra vraisemblablement varier en fonction du contexte. Les ménages les plus pauvres ou les plus difficiles à toucher pourront ne pas être desservis à moins de prévoir une forme supplémentaire de soutien ou de leur proposer une option à coût très bas (comme on le tente actuellement avec le modèle participatif) (Cole, 2013 ; 2015). Le fait de présenter des matériaux soigneusement sélectionnés aux communautés au tout début du processus ATPC peut déboucher sur l'imposition d'un choix d'options ou susciter le sentiment qu'une marque ou une société particulière sont avantagées, ce qui pourrait discréditer d'autres options ou initiatives locales possibles ou faire que les gens estiment que leurs toilettes plus

simples mais tout de même « améliorées » sont en fait inadéquates. Un modèle technique adapté au contexte est important (Sugden, 2003 ; WaterAid, sans date), et les besoins varieront au sein d'une communauté (voir Cavill *et al.*, 2016, cet ouvrage ; Patkar, 2016, cet ouvrage). Il convient de réfléchir soigneusement au meilleur moment pour introduire ce type de matériel ; il se peut que le faire lors du déclenchement soit en fait trop tôt dans le processus. L'harmonisation des différentes activités, des approches et des organisations sont aussi importantes (Munkhondia *et al.*, 2016, cet ouvrage).

Une approche progressive est une autre initiative qui est actuellement testée pour stimuler la progression graduelle au-delà du statut FDAL dans la communauté, par exemple aux Philippines, (Robinson and Gnilo, 2016a, cet ouvrage), et au Népal (Regmi, 2016, cet ouvrage). Des niveaux plus élevés de mise en œuvre de l'assainissement sont requis dans les phases ultérieures. L'idée au cœur de cette approche est que les incitations ne sont données qu'une fois chaque étape soigneusement vérifiée ; par exemple, à l'issue de l'obtention du statut FDAL. Aux Philippines, des mécanismes de financement, tels que les ristournes et les bons d'échange, sont également mis en place pour donner aux plus pauvres les moyens de progresser le long de l'échelle de l'assainissement (une fois encore après vérification de l'obtention du statut FDAL). Cette approche graduelle nécessitera vraisemblablement plus d'efforts et de ressources sur une période de temps plus longue mais elle a peut-être plus de chances d'ancrer davantage le changement de comportement dans les mœurs et de nous permettre de dépasser l'obtention du statut FDAL. Par ailleurs, elle montre une solution possible pour toucher les plus pauvres qui sont actuellement non desservis.

### ***Gestion de la fosse et des boues de vidange***

La gestion de la fosse et des boues de vidange est un élément essentiel pour la durabilité (Myers, 2016, cet ouvrage), au même titre que la maintenance et le nettoyage. À mesure que les gens progressent le long de l'échelle de l'assainissement, les sous-structures et les superstructures deviendront plus permanentes (et moins mobiles), plus complexes et plus coûteuses. La vidange d'une fosse pleine est une tâche difficile pour beaucoup de gens et peut se traduire par un retour à la DAL. La crainte de voir la fosse se remplir et la nature « polluante » des selles dans l'esprit des gens peut aussi les dissuader d'utiliser les toilettes ou les inciter à ne le faire qu'épisodiquement (Myers, 2016, cet ouvrage ; Gupta *et al.*, 2016, cet ouvrage). En ce qui concerne l'évacuation ou l'utilisation finale des boues de vidange, un certain nombre de cas de « défécation différée en plein air » ont été découverts, lorsque des boues de vidange non traitées ont été directement déversées dans l'environnement (Myers, 2016, cet ouvrage ; Hanchett, 2016, cet ouvrage). Or, le confinement des selles en toute sécurité dans la fosse (Myers, 2016, cet ouvrage ; Beyene, 2016, cet ouvrage) et l'absence totale de contamination des eaux souterraines sont essentiels pour maintenir les bienfaits sanitaires des toilettes. Les approches du marketing de l'assainissement auront besoin de prévoir que les ménages aient accès à des services abordables ou soient en mesure de traiter les boues en toute sécurité mais sans assistance.

Le rôle des vidangeurs, qui sont souvent stigmatisés (Gupta *et al.* 2016, cet ouvrage ; Patkar, 2016, cet ouvrage ; Hanchett, 2016, cet ouvrage ; Myers, 2016, cet ouvrage), doit être abordé – ils sont souvent traités comme des parias de la société et exposés à des conditions de travail dangereuses. Changer cette mentalité dans une société fondée sur la notion de caste comme l'Inde échappe à la portée de tout programme, approche ou projet d'assainissement du fait des dimensions de cette stigmatisation qui sont

profondément ancrées dans le tissu socioculturel complexe de la société. Il est essentiel que le secteur et ceux qui y travaillent reconnaissent cet état de fait et œuvrent à une atténuation de la discrimination et de l'exclusion de ceux qui se chargent de ces fonctions pourtant indispensables.

## **Durabilité sociale et comportementale**

### ***Équité et inclusion : inégalité d'accès***

Il est préoccupant de constater que les taux de progression les plus lents sont parmi les quintiles les plus pauvres de la société (WHO/UNICEF, 2015). Souvent, les plus pauvres et les plus marginalisés ont une utilisation élevée de latrines non hygiéniques non améliorées (voir Mukherjee, 2016, cet ouvrage ; Hanchett, 2016, cet ouvrage), et la régression à la DAL s'est aussi révélée plus fréquente dans ce segment de la population (Robinson and Gnilo, 2016b, cet ouvrage). Des recherches récentes en Ouganda et en Zambie suggèrent qu'une personne qui est âgée, handicapée ou malade chronique risque plus de déféquer en plein air (Wilbur and Danquah, 2015 ; Cavill *et al.*, 2016, cet ouvrage). Or, bien souvent, les programmes ATPC et EAH ne parviennent pas à toucher ces groupes. Thomas (2016, cet ouvrage) soutient que c'est probablement une question de planification, de priorisation politique et d'inclusion plutôt qu'une question purement liée à des considérations financières. Il est essentiel de comprendre les obstacles à l'accès ainsi que la dynamique sociale et les inégalités qui les sous-tendent et qui opèrent dans la société pour développer une programmation inclusive (Cavill *et al.*, 2016, cet ouvrage ; Gupta *et al.*, 2016, cet ouvrage ; Patkar, 2016, cet ouvrage ; Regmi, 2016, cet ouvrage ; Bardosh, 2015). Sans cela, l'ATPC et les autres programmes d'assainissement pourraient en fait exacerber les inégalités existantes (Bardosh, 2015). Il convient d'écouter les besoins, les demandes et les réalités auxquelles sont confrontés les gens et de les traduire en politiques et en pratiques avec des budgets adéquats pour y répondre (Patkar, 2016, cet ouvrage). Beaucoup de gens ont des raisons particulières pour accéder à l'assainissement<sup>8</sup>, qui peuvent varier au sein d'un ménage et évoluer au cours de leurs vies (Cavill *et al.*, 2016, cet ouvrage ; Patkar, 2016, cet ouvrage). Il faut considérer comment satisfaire ces besoins variés et comment les intégrer dans la programmation et les politiques générales à tous les niveaux du processus. La mobilisation sérieuse et la participation de différents groupes de personnes à tous les stades du processus revêt une importance cruciale.

Il existe de plus en plus de recherches qui explorent en détail les obstacles auxquels les personnes handicapées se heurtent dans le domaine de l'assainissement (Jones, 2015a et b ; Wilbur *et al.*, 2013). Des efforts ont été déployés pour trouver des manières pratiques grâce auxquelles l'ATPC pourrait répondre à ces obstacles et rendre chaque étape plus inclusive, plus accessible et plus durable (Cavill *et al.*, 2016, cet ouvrage). Patkar (2016, cet ouvrage) décrit des projets qui ont consulté des usagers dont les besoins sont d'ordinaire négligés et il explique comment l'information est alors utilisée pour influencer le programme et les décisions politiques afin de concevoir des services appropriés.

Lorsqu'il s'agit des efforts en matière d'équité et d'inclusion, la notion de genre est bien sûr une considération indissociable de la question de l'accès. Bien qu'elles représentent plus de la moitié de la population mondiale, les femmes et les filles sont particulièrement affectées par le manque d'accès à l'EAH (WHO/UNICEF, 2010 ; Cavill *et al.* ; Patkar, 2016, cet ouvrage). La dynamique de pouvoir et la

discrimination liées au genre déterminent l'accès. Comme le décrivent Cavill *et al.* (2016, cet ouvrage), les femmes ont aussi des fardeaux accrus en matière d'EAH ; elles sont généralement chargées de nettoyer et d'entretenir les toilettes et elles ont des besoins supplémentaires auxquels il faut répondre, par exemple en lien avec l'hygiène menstruelle, la grossesse et la maternité. Il existe aussi des signes qui suggèrent que le statut FDAL a plus de chance d'être préservé et ancré dans les mœurs si les femmes sont au cœur du processus ou le dirigeant (Adeyeye, 2011 ; Mahbub, 2011 ; Tyndale-Biscoe *et al.*, 2013).

### **Financement pour les plus pauvres et les groupes marginalisés**

Ces dernières années, il est devenu flagrant que depuis trop longtemps les efforts d'assainissement s'étaient principalement concentrés sur les « fruits faciles à cueillir », c'est-à-dire donner accès à ceux qui sont faciles et rapides à atteindre. Les données qui illustrent les inégalités d'accès (WHO/UNICEF, 2015) nous incitent à nous demander comment toucher et améliorer la situation d'assainissement et les vies des plus pauvres, des plus marginalisés et défavorisés. La question des subventions a longtemps été controversée au sein de l'ATPC (Kar, 2003 ; Kar et Bongartz, 2006 ; WSP, 2011 ; Chambers, 2015) mais il devient de plus en plus évident que les plus pauvres et les plus marginalisés ne seront pas nécessairement en mesure d'accéder à un meilleur assainissement et de grimper l'échelle de l'assainissement sans une forme d'aide extérieure. Robinson et Gnilo (2016b, cet ouvrage) décrivent des signes qui montrent qu'il est nécessaire d'intégrer des stratégies de financement pour les plus pauvres dans la programmation et de s'appuyer sur l'expérience du secteur de la protection sociale et sur les récentes innovations instaurées aux Philippines. Ils soutiennent qu'un financement efficace de l'assainissement est un élément indissociable d'une progression soutenue le long de l'échelle de l'assainissement et qu'il devrait être soigneusement conçu, ciblé et distribué pour atteindre les groupes et les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisés et pour encourager une modernisation et une amélioration continues des services d'assainissement dans la communauté tout entière.

Comment identifier le bon moment pour introduire des incitations financières afin de ne pas saper le changement de comportement, d'éviter les déclarations frauduleuses et les incitations à court terme est certes une préoccupation clé lors de la conception d'un cadre de financement de l'assainissement. Nous avons besoin de déterminer comment trouver un juste milieu entre cette assistance et l'ancrage du changement de comportement associé au statut FDAL et le principe de responsabilité du propriétaire (Hanchett, 2016, cet ouvrage). Robinson et Gnilo soutiennent que l'intégration d'un cadre financier dans une approche graduelle (2016a et b, cet ouvrage) encouragera un contrôle régulier et fiable des résultats par les communautés et par les autorités locales. Il est essentiel de savoir comment identifier les personnes qui devraient bénéficier d'une assistance. Dans le passé, le financement a souvent profité aux ménages qui n'étaient pas pauvres (Robinson, 2012). Plusieurs pays ont un système d'identification. Par exemple, au Bangladesh, de grosses ONG comme BRAC et Plan International ont des systèmes établis de longue date pour fournir aux plus pauvres des méthodes d'identification claires. Nous devons en tirer des enseignements afin de les mettre à l'échelle dans les différents pays. Robinson et Gnilo (2016b, cet ouvrage) proposent d'utiliser les systèmes nationaux d'identification de la pauvreté lorsqu'ils existent et, lorsqu'ils sont absents, de mettre en place des systèmes de ciblage objectifs, avec des critères clairs et vérifiables susceptibles d'être contrôlés pour faire en sorte que les subventions ne soient pas usurpées par les ménages non pauvres. Regmi (2016, cet ouvrage) décrit le processus d'identification au Népal, où les comités villageois EAH identifient les gens qui ont besoin d'assistance au sein de leur communauté

sur la base de critères prédéfinis. Au Cambodge, le soutien était ciblé sur les pauvres relevant de la catégorie 1 et 2 (en se servant du système cambodgien de ciblage de la pauvreté) plus un groupe supplémentaire de sujets dits « quasi-pauvres » (sur la base d'un classement des actifs et de questions supplémentaires) (Riviera *et al.*, à paraître).

### **Changement de comportement et usage**

L'ancrage du changement de comportement et des nouvelles normes sociales est absolument essentiel pour la durabilité. L'utilisation partielle, qui suppose que tous les membres d'un ménage n'utilisent pas les toilettes, suggère un ancrage insuffisant du comportement et apparaît comme un problème (Ashebir *et al.*, 2013 ; Coffey *et al.*, 2014a et b ; Yimam *et al.* 2015 ; Chambers and Myers, 2016). Gupta *et al.* (2016, cet ouvrage) abordent le rôle des castes et de l'intouchabilité en Inde pour expliquer le peu de succès des campagnes d'assainissement et expliquent pourquoi il est nécessaire de comprendre et de remettre en cause les notions immuables de pureté et de pollution. Les communautés qui connaissent une puissante hiérarchie de castes, des conflits et des divisions se révèlent pratiquer davantage la DAL que celles qui sont plus homogènes (Coffey *et al.*, 2014a et b). Comme évoqué par Cavill *et al.* (2016, cet ouvrage), les inégalités sociales existantes et les structures de pouvoir inégales entraveront les programmes d'assainissement – ceux-ci ont besoin de promouvoir une norme sociale contraire, où la DAL n'est plus considérée comme acceptable. Au Bangladesh, la campagne nationale d'assainissement, qui s'est déroulée de 2003 à 2006, a été cruciale pour le succès du programme, alliant des stratégies de mobilisation *bottom-up* de la communauté et *top-down* des pouvoirs publics, et transformant les mentalités de la population, de sorte qu'à présent, dans la majeure partie du pays, la DAL n'est plus une pratique socialement acceptable (Hanchett, 2016, cet ouvrage). Chambers et Myers (2016) soutiennent que, pour stimuler un changement des normes sociales, il faut monter des campagnes intenses et qui dérangent.

Il y a beaucoup de raisons pour préférer la DAL, par exemple : les normes sociales; les tabous, les croyances et les interdictions ; les préférences et la commodité ; l'âge et le handicap ; le genre et les relations entre les sexes ; les pressions en matière d'utilisation ; les fosses pleines et la crainte de voir les fosses se remplir ; la saleté, les odeurs, le dégoût, les craintes et le nettoyage ; ou encore un modèle défaillant, une construction défectueuse et un manque d'appropriation par la suite (Chambers and Myers, 2016). Gupta *et al.* (2016, cet ouvrage) décrivent comment en Inde les recherches ont découvert une certaine angoisse engendrée par le remplissage des latrines à fosse et une aversion pour les latrines ayant des fosses de petites dimensions. Le manque de connaissances quant au temps qu'il faudra pour qu'une latrine à fosse se remplisse est très répandu ; et même les personnes chargées de la promotion de la santé dans les villages n'avaient souvent qu'une vague idée à ce sujet. Les cas de corruption, lorsque les fosses n'ont pas été creusées correctement ou pas assez profond, ont aussi renforcé cette perception. La vidange des fosses est réprouvée car les selles ont un caractère impur d'un point de vue religieux.

Dooley *et al.* (2016, cet ouvrage) soutiennent que nous avons besoin de mieux comprendre les normes existantes et les préférences en faveur de la DAL pour espérer les modifier. L'évaluation CATS par l'UNICEF (2014) a souligné un manque d'appréciation du rôle que jouent les attentes dans la création et l'ancrage d'une nouvelle norme sociale. La théorie des normes sociales est désormais intégrée dans la programmation CATS de l'UNICEF, en y apportant de nouveaux éléments, tels que l'analyse du réseau social préalablement au stade du déclenchement pour cartographier les relations entre les individus et entre les groupes, identifier les principales influences dans les différents points de la société (c'est-à-dire inclure les plus pauvres et les plus marginalisés) et déterminer quelles structures existent déjà qui seraient susceptibles de réaliser un suivi post-FDAL et des activités en vue de renforcer le changement de comportement.

### **Leaders naturels**

L'importance des leaders naturels et des champions pour la durabilité de l'ATPC et pour encourager et ancrer le changement de comportement a été souligné dès les débuts de l'ATPC. Beaucoup de chapitres de ce livre soulignent qu'il est vital de se demander qui ils sont et comment les identifier. Ils sont essentiels à de nombreuses étapes du processus, non seulement pour encourager la communauté à devenir FDAL aussitôt après le déclenchement mais aussi, longtemps après l'obtention du statut FDAL. Si on laisse les leaders naturels s'imposer d'eux-mêmes, on verra parfois le poste pris par des personnalités occupant des positions de pouvoir. Si ces individus peuvent parfois se révéler passionnés et très engagés, il ne faudrait pas s'imaginer qu'ils sont toujours les personnes qui conviennent le mieux pour remplir ce rôle (Bardosh, 2015). Ils peuvent aussi se transformer en gardiens et cela peut se traduire par une exclusion des personnes plus marginalisées de la société, qui peuvent ne pas être assez sûres d'elles pour s'imposer ou qui risquent de ne pas être prises au sérieux si elles se mettent en avant.

Comprendre les motivations et les incitations des leaders naturels, des agents de santé communautaire (ASC) ou des maîtres-certificateurs peut contribuer à rendre les efforts plus durables (Sara, 2016, cet ouvrage ; Wamera, 2016, cet ouvrage). Il existe des signes qui montrent que ces groupes et ces individus peuvent se sentir dépassés ou avoir des responsabilités contradictoires qui font qu'ils sont incapables ou peu disposés à poursuivre leur tâche. Les maîtres-certificateurs au Kenya sont actuellement recrutés pour certifier le statut FDAL des communautés ; toutefois, ils ne sont pas rémunérés et leurs frais de déplacement ne sont pas toujours couverts (Sara, 2016, cet ouvrage). La situation des ASC au Kenya change et de bénévoles non payés, ils deviennent désormais des travailleurs rémunérés. Toutefois ils seront moins nombreux et il n'est pas sûr que tous les comtés aient le budget pour couvrir ces postes. Garantir que des incitations adaptées (financières et non financières, comme les éloges, la reconnaissance ou la formation) sont en place pour encourager et motiver les gens et les récompenser pour leur travail essentiel s'est révélé un élément clé du succès (Glenton *et al.*, 2013 ; Kok *et al.*, 2014).

### **Conclusion**

Notre raisonnement en matière d'ATPC, d'assainissement et de durabilité a beaucoup évolué. Les sujets qui étaient rarement évoqués il y a cinq ans à peine sont désormais au premier rang du programme, à savoir : le financement pour les plus pauvres ; un examen objectif périodique sur la progression le long de l'échelle de l'assainissement ; le remplissage des fosses et la gestion des boues de vidange ; et la régression à la DAL. Le secteur a besoin de continuer à se pencher en toute honnêteté sur ce qui provoque le retour à la DAL dans certaines communautés et comment il est possible d'y mettre un terme. Il faut en savoir beaucoup plus sur la manière de transformer les idées liées aux normes sociales et à un changement de comportement durable pour passer de la théorie à la pratique. La question des subventions, qui est restée taboue pendant des années au sein des cercles de l'ATPC, doit être repensée et reconçue à mesure que nous prenons conscience du fait que les plus pauvres et les plus vulnérables

sont les oubliés de la programmation actuelle de l'assainissement. Et une fois que la notion de soutien financier ciblé est soulevée, d'autres questions apparaissent. Comment identifier les gens qui ont besoin d'aide et comment veiller à ce que cette aide ne soit pas interceptée par les ménages non pauvres pour se solder par une absence d'investissement dans l'assainissement. Le marketing de l'assainissement en tant que domaine d'intérêt et d'expertise a pris de l'ampleur, rendant davantage d'informations disponibles à propos des besoins et des aspirations des consommateurs et sur les technologies abordables appropriées. Néanmoins, le secteur a besoin d'en savoir plus sur le meilleur moment pour l'introduire et l'associer à des activités ATPC, afin de ne pas compromettre le changement de comportement. Toutefois, de plus en plus, nous commençons à faire moins de distinction entre ces deux approches et à reconnaître davantage qu'elles s'adressent à différents aspects de l'assainissement durable et peuvent, dans bien des cas, œuvrer main dans la main. Nous avons encore besoin d'en savoir plus sur la façon de mobiliser le secteur privé et de l'encourager à fabriquer des produits qui soient abordables pour les plus pauvres ; cela nécessitera peut-être un investissement initial de la part des pouvoirs publics dans la recherche et le développement.

Si nous savons que le leadership du gouvernement est crucial pour la durabilité, nous avons beaucoup de choses à apprendre sur la façon de faire un plaidoyer efficace auprès des décideurs qui puisse donner la priorité à l'assainissement, accroître le financement, renforcer les capacités et créer des programmes d'assainissement à long terme qui englobent un suivi suffisant, des plans de contrôle et un soutien permanent pour les communautés et les plus pauvres afin d'améliorer leur situation d'assainissement. Les activités qui visent un assainissement durable ont besoin d'être intégrées et soutenues par les systèmes existants. La dévolution, la corruption, les changements de gouvernement et des engagements humains et financiers conflictuels viennent encore compliquer les facteurs en présence. Il est clair que les gouvernements ne peuvent pas y arriver seuls et que la collaboration avec les différents acteurs, entre eux et au-delà du secteur même, revêt une importance cruciale. Si beaucoup d'attention a été accordée au changement des comportements et des mentalités dans les communautés, il est tout aussi nécessaire de considérer les mentalités et les comportements dans les institutions et de voir comment ils doivent être remis en cause et changés pour permettre à l'assainissement d'impliquer la participation des communautés et de ne pas se contenter de simples remèdes à court terme.

De même, il est clair que nous avons besoin de mieux comprendre les communautés et leurs traditions, leurs cultures, leurs divisions et leurs structures existantes avant même de procéder au déclenchement. L'équité et l'inclusion ont toujours été au cœur de l'approche ATPC mais, ces dernières années, il est devenu manifeste que nous apprenons encore comment l'intégrer de manière pratique à chaque niveau des politiques et de la programmation, afin de veiller à ce que les plus pauvres et les groupes marginalisés soient sérieusement consultés et pris en compte. Cela s'applique sans doute tout autant à l'ensemble du secteur de l'EAH. Comprendre les motivations et les incitations des leaders naturels et des groupes tels que les ASC et autres chargés des activités ATPC à long terme revêt aussi beaucoup d'importance pour la durabilité.

Il existe encore des lacunes importantes dans notre apprentissage et il nous faut plus de recherches pour savoir comment arriver à l'assainissement pour tous et le préserver. À la fin de cet ouvrage, nous soulignons les principaux enjeux soulevés et nous identifions quelques priorités de recherches. Le livre

n'a rien d'exhaustif et il présente des lacunes notables ; ainsi, le contrôle n'est abordé que de manière superficielle. Des méthodes cohérentes pour la mise en œuvre et le contrôle dans les différents pays seront essentielles pour la mise à l'échelle et la durabilité et il existe un certain nombre de systèmes de contrôle basés sur la toile qui sont en cours de développement pour répondre à ce besoin. Ce que nous contrôlons est aussi important, par exemple trouver des moyens de contrôler l'usage au lieu de compter des toilettes, ou même de compter les communautés FDAL, pourrait s'avérer être la solution. Enfin et surtout, un contrôle qui englobe la participation des communautés aux activités de suivi et d'évaluation des résultats est indispensable pour des améliorations durables. La régression est une autre question clé ; nous avons besoin d'en savoir beaucoup plus sur ce que nous devons faire dans les communautés où l'ATPC a échoué ou lorsque le retour à la DAL atteint un taux élevé. Par exemple, on peut se demander s'il faudrait prévoir un processus de redéclenchement ? Qui devrait diriger le suivi dans ces communautés ?

Outre les inconnues, les questions et les difficultés ayant directement trait à l'assainissement, il y a les défis liés au monde incertain dans lequel nous vivons et les changements immenses qui s'y déroulent à l'échelle nationale et mondiale. Le changement climatique exerce d'ores et déjà un impact dans nombre de pays. Les catastrophes environnementales telles que les orages, les séismes, les sécheresses, les inondations et les problèmes associés de pénurie d'eau et d'aliments, de destruction des logements et des moyens de subsistance et de déplacement d'un nombre énorme de gens, sont autant d'éléments en augmentation. Si certains aspects de l'impact que le changement climatique aura sur les humains et la planète peuvent être prévus, calculés et anticipés, il y a beaucoup de facettes que nous ne comprenons pas encore tout à fait et, à bien des égards, même si une action rapide et radicale était prise tout de suite, la trajectoire de la crise du climat ne serait pas arrêtée pour empêcher un impact destructeur majeur. Et bien entendu, cela aura des répercussions sur l'assainissement et sur de nombreux autres aspects de la vie de tous les jours. Les guerres et les conflits, qu'ils soient ou non liés au climat, attisent une crise des réfugiés qui atteint des proportions gigantesques, entraînant le déplacement de millions de personnes forcées de vivre dans des conditions insalubres. Outre le fait que ces crises exerceront directement un impact sur la vie de tous les jours, les moyens de subsistance et les circonstances dans lesquelles les enjeux de l'assainissement et l'hygiène interviennent, elles auront aussi un effet sur les flux de financement, car les fonds seront détournés des efforts d'assainissement à plus long terme pour faire face aux urgences immédiates. Tout cela affectera probablement la durabilité des projets et programmes d'assainissement.

Tout ce que nous avons appris tout au long du processus de création de cet ouvrage tend à montrer l'importance cruciale de la documentation, du partage d'expériences entre les pays, les régions et les organisations, des leçons que l'on peut tirer des erreurs et des innovations et de l'intégration de ce savoir dans les politiques et les pratiques. Le fait d'avoir des plateformes pour mettre en commun les expériences en toute honnêteté et sans crainte est aussi important. On attend des institutions et des bailleurs de fonds qu'ils fassent preuve de flexibilité et d'ouverture d'esprit pour permettre un apprentissage continu et des ajustements de cap. Il est urgent de trouver les moyens de relever les nombreux défis pour garantir un assainissement durable pour tous et il faut en faire une priorité si nous voulons atteindre l'objectif ambitieux d'un assainissement universel d'ici à 2030. En effet, comme les données existantes et toujours plus nombreuses le suggèrent, un bon assainissement et une bonne hygiène sont essentiels au bien-être humain, au développement physique et mental et à des communautés et des nations prospères.

## À propos des auteurs

**Naomi Vernon** est responsable de programme pour la CLTS Knowledge Hub à l'Institute of Development Studies, où elle travaille depuis neuf ans. Elle est également l'éditrice en chef et la maquettiste de la série *Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et impressions* publiée par la CLTS Knowledge Hub dont elle a co-écrit le numéro intitulé « Durabilité et ATPC : État des lieux ».

**Petra Bongartz** est la responsable chargée du travail en réseau, de la communication et de la stratégie de la CLTS Knowledge Hub ; il y a près de 10 ans qu'elle travaille sur l'ATPC. En association avec Robert Chambers, elle a créé la CLTS Knowledge Hub @ IDS en 2009. Petra dirige les activités de communication de la plateforme, y compris le site web de l'ATPC, elle (co)facilite des ateliers et elle élabore et met en œuvre la stratégie de la plateforme avec ses autres membres. Elle est la co-éditrice de *Si la merde m'était contée : l'ATPC en Afrique*.

## Notes de fin

1. Voir [http://www.exteriores.gob.es/Portal/en/SalaDePrensa/NotasdePrensa/Paginas/2015\\_NOTAS\\_P/2015\\_1218\\_NOTA327.aspx](http://www.exteriores.gob.es/Portal/en/SalaDePrensa/NotasdePrensa/Paginas/2015_NOTAS_P/2015_1218_NOTA327.aspx) [consulté le 25 février 2016].
2. Par exemple, le Bangladesh (Hanchett, 2016, cet ouvrage), le Népal (Regmi, 2016, cet ouvrage) ; le Kenya (Coombes ; Musyoki ; Sara ; Wamera, 2016, cet ouvrage) ; l'Indonésie, le Laos et le Vietnam (Mukherjee, 2016, cet ouvrage) ; l'Inde (Gupta *et al.*, 2016, cet ouvrage) ; et les Philippines (Robinson and Gnilo, 2016a, cet ouvrage).
3. Ainsi, le Népal s'est fixé pour cible 2017 ; l'Inde : 2019 ; Madagascar : 2019 ; le Kenya : 2020 ; et le Vietnam : 2025.
4. Par exemple : les Approches communautaires de l'assainissement total (CATS) de l'UNICEF essentiellement basées sur l'ATPC, l'Assainissement total piloté par les écoles (plusieurs versions), l'Approche du Pakistan en matière d'assainissement total (PATS), l'Hygiène et l'assainissement total piloté par la communauté (CLTSH), en Éthiopie, l'Assainissement total piloté par les femmes, l'Assainissement total piloté par les leaders, etc. et beaucoup d'autres noms dans les langues nationales.
5. Pour un aide-mémoire sur les actions pratiques menées en campagnes, voir Chambers, 2013.
6. Les fosses plus petites sont souvent plus stables et deviennent généralement autoporteuses à mesure qu'elles se remplissent ; pourtant, on signale des fosses pouvant atteindre 9 ou 15 mètres de profondeur (Cavill *et al.*, 2015). Creuser une fosse profonde coûte très cher, ce qui laisse moins d'argent disponible pour la dalle et la superstructure. C'est au niveau de la dalle que les gens courent le plus de risque d'entrer en contact avec les selles, donc elle est plus importante que la profondeur de la fosse en termes d'hygiène et de bienfaits sanitaires (Coombes, 2016, cet ouvrage).
7. <http://www.wssinfo.org/definitions-methods/watsan-categories/> [consulté le 25 février 2016].

8. Par exemple, les personnes souffrant d'un handicap, les personnes âgées, les malades chroniques, les personnes ayant un faible revenu et les enfants.

## Références

- Adeyeye, A. (2011) 'Gender and community-led total sanitation: a case study of Ekiti State, Nigeria', *Tropical Resources*, Bulletin of the Yale Tropical Resources Institute, 30: 18–27.
- Ashebir, Y., Sharma, H.R., Alemu, A. and Kebede, G. (2013) 'Latrine use among rural households in Northern Ethiopia: a case study in Hawzien District, Tigray', *International Journal of Environmental Studies*, 70.4: 629–36 <[http:// dx.doi.org/10.1080/00207233.2013.835533](http://dx.doi.org/10.1080/00207233.2013.835533)>.
- Bardosh, K. (2015) 'Achieving "total sanitation" in rural African geographies: poverty, participation and pit latrines in Eastern Zambia', *Geoforum*, 66: 53–63 <<http://dx.doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.09.004>>.
- Bartram, J. (2008) 'Sanitation is an investment with high economic returns', *UN Water Factsheet 2*, [http://esa.un.org/iys/docs/IYS%20Advocacy%20 kit%20ENGLISH/Fact%20sheet%202.pdf](http://esa.un.org/iys/docs/IYS%20Advocacy%20kit%20ENGLISH/Fact%20sheet%202.pdf) [accessed 24 February 2016].
- Beyene, H. (2016) 'Sanitation infrastructure sustainability challenges case study: Ethiopia', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Bongartz, P. (2014) 'CLTS in Africa: Trajectories, challenges and moving to scale', in P. Cross and Y. Coombes (eds) *Sanitation and Hygiene in Africa: Where do We Stand?* IWA Publishing, London and New York.
- Cavill, S. with Chambers, R. and Vernon, N. (2015) 'Sustainability and CLTS: Taking stock', *Frontiers of CLTS: Innovations and Insights* 4, Institute of Development Studies, Brighton.
- Cavill, S., Roose, S., Stephen, C. and Wilbur, J. (2016) 'Putting the hardest to reach at the heart of the SDGs', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Chambers, R. (2013) *CLTS Campaigns: A Checklist of 88 Practical Actions*, [http:// www.communityledtotalsanitation.org/resource/clts-campaigns-checklist- 88-practical-actions](http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/clts-campaigns-checklist-88-practical-actions) [accessed 24 February 2016].
- Chambers, R. (2015) 'An open letter in response to the World Development Report 2015', CLTS website, [http://www.communityledtotalsanitation.org/ blog/open-letter-response-world-development-report- 2015](http://www.communityledtotalsanitation.org/blog/open-letter-response-world-development-report-2015) [accessed 24 February 2016].
- Chambers, R. and von Medeazza, G. (2014) 'Reframing undernutrition: Faecally-transmitted infections and the 5 As', *IDS Working Paper* 450, Institute of Development Studies, Brighton.
- Chambers, R. and Myers, J. (2016) 'Norms, knowledge and usage', *Frontiers of CLTS: Innovations and Insights* 7, Institute of Development Studies, Brighton.
- CLTS Knowledge Hub (2011) *Lukenya Notes*, Brighton: IDS, [http://www. communityledtotalsanitation.org/resource/lukenya-notes-taking-clts- scale-quality](http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/lukenya-notes-taking-clts-scale-quality) [accessed 24 February 2016].

- CLTS Knowledge Hub (2012) *The Lilongwe Briefings*, Brighton: IDS, <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/lilongwe-briefings-outputs-international-workshop-lilongwe> [accessed 24 February 2016].
- CLTS Knowledge Hub (2013) *CLTS Knowledge Hub Mission Statement*, unpublished paper, Institute of Development Studies, Brighton.
- Coffey, D., Gupta, A., Hathi, P., Khurana, N., Spears, D., Srivastav, N. and Vyas, S. (2014a) 'Revealed preference for open defecation: evidence from a new survey in rural North India', *Economic & Political Weekly* 49.8: 43.
- Coffey, D., Gupta, A., Hathi, P., Khurana, N., Spears, D., Srivastav, N. and Vyas, S. (2014b) 'The puzzle of widespread open defecation in rural India: evidence from new qualitative and quantitative data', Working Paper, R.I.C.E.
- Cole, B. (2013) 'Participatory design development for sanitation', *Frontiers of CLTS* 1, Institute of Development Studies, Brighton.
- Cole, B. (2015) 'Going beyond ODF: combining sanitation marketing with participatory approaches to sustain ODF communities in Malawi', *UNICEF Eastern and Southern Africa Sanitation and Hygiene Learning Series*, UNICEF, [http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/GoingBeyondODF\\_CombiningSanMark\\_with\\_ParticipatoryApproaches\\_Malawi.pdf](http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/GoingBeyondODF_CombiningSanMark_with_ParticipatoryApproaches_Malawi.pdf) [accessed 24 February 2016].
- Coombes, Y. (2016) 'User centred latrine guidelines. Integrating CLTS with sanitation marketing: a case study from Kenya to promote informed choice', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Crocker, J., Bogle, J. and Rowe, E. (2015) *Community-led Total Sanitation Research Brief: Implementation Context in Kenya, Ghana, and Ethiopia*, The Water Institute, University of North Carolina, Chapel Hill.
- Devine, J. and Kullmann, C. (2011) *Introductory Guide to Sanitation Marketing*, Water and Sanitation Program: Toolkit, World Bank, Washington, DC.
- Dooley, T., Maule, L. and Gnilo, M. (2016) 'Using social norms theory to strengthen CATS impact and sustainability', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Evans, B., Hutton, G. and Haller, L. (2004) *Closing the Sanitation Gap - the Case for Better Public Funding of Sanitation and Hygiene*, <http://www.irchwash.org/sites/default/files/Evans-2004-Closing.pdf> [accessed 24 February 2016].
- Glenton, C., Colvin, C.J., Carlsen, B., Swartz, A., Lewin, S., Noyes, J. and Rashidian, A. (2013) 'Barriers and facilitators to the implementation of lay health worker programmes to improve access to maternal and child health: qualitative evidence synthesis', *The Cochrane Database of Systematic Reviews*, 10.10, CD010414 <<http://dx.doi.org/10.1002/14651858.CD010414.pub2>>.
- Gupta, A., Coffey, D. and Spears, D. (2016) 'Purity, pollution, and untouchability: challenges affecting the adoption, use, and sustainability of sanitation programmes in rural India', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Hanchett, S. (2016) 'Sanitation in Bangladesh: revolution, evolution, and new challenges', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.

- Hanchett, S., Krieger, L., Kahn, M.H., Kullmann, C. and Ahmed, R. (2011) *Long- Term Sustainability of Improved Sanitation in Rural Bangladesh*, Washington, DC: World Bank, <http://www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-Sustainability-Sanitation-Bangladesh-Report.pdf> [accessed 25 February 2016].
- Harvey, P.A. and Mukosha, L. (2009) *Community-Led Total Sanitation: Triggering Sustainable Development in Zambia*, paper presented at the 34th WEDC International Conference, Addis Ababa.
- House, S. and Cavill, S. (2015) 'Making sanitation and hygiene safer: reducing vulnerabilities to violence' *Frontiers of CLTS: Innovations and Insights* 5, Institute of Development Studies, Brighton, [http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Frontiers\\_no5\\_Making\\_Sanitation\\_and\\_Hygiene\\_Safer\\_0.pdf](http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Frontiers_no5_Making_Sanitation_and_Hygiene_Safer_0.pdf) [accessed 24 February 2016].
- Hueso, A. and Bell, B. (2013) 'An untold story of policy failure: the Total Sanitation Campaign in India', *Water Policy*, 15.6: 1001–17 <<http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.2166/wp.2013.032>>.
- Humphrey, J. (2009) 'Child undernutrition, tropical enteropathy, toilets and handwashing', *The Lancet* 374.9694: 1032–5 <[http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(09\)60950-8](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(09)60950-8)>.
- Hutton, G., Rodriguez, U., Larsen, B., Leebouapao, L. and Voladet, S. (2009) *Economic Impacts of Sanitation in Lao PDR: A Five-Country Study Conducted in Cambodia, Indonesia, Lao PDR, The Philippines, and Vietnam*, Research Report, World Bank, Water and Sanitation Program – East Asia and Pacific.
- Ipsos Synovate (2013) *Sanitation Formative Research – Quantitative Report*, Unpublished Report for Water and Sanitation Program, Kenya.
- Jenkins, M. (2004) *Who Buys Latrines, Where and Why?* Field Note, Water and Sanitation Program: Washington DC, [http://esa.un.org/iys/docs/san\\_lib\\_docs/Who%20Buys%20Latrines.pdf](http://esa.un.org/iys/docs/san_lib_docs/Who%20Buys%20Latrines.pdf) [accessed 24 February 2016].
- Jenkins, M. W. and Scott, B. (2007) 'Behavioral indicators of household decision-making and demand for sanitation and potential gains from social marketing in Ghana', *Social Science & Medicine* 64: 2427–2442 <<http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1016/j.socscimed.2007.03.010>>.
- Jones, H. (2015a) *Social Inclusion in Malawi WASH Project*, Research Report, Loughborough University, Loughborough.
- Jones, H. (2015b) *CLTS+ triggering Rumphu District Malawi*, unpublished Research Report, Loughborough University, Loughborough.
- Kar, K. (2003) *Subsidy or Self-Respect? Participatory Total Community Sanitation in Bangladesh*, IDS Working Paper 257, Institute of Development Studies, Brighton.
- Kar, K. and Bongartz, P. (2006) *Some Recent Developments in Community-Led Total Sanitation: Latest Update to Subsidy or Self Respect*, supplement to IDS Working Paper 257, Institute of Development Studies, Brighton.
- Kok, M.C., Dieleman, M., Taegtmeier, M., Broerse, J.E., Kane, S.S., Ormel, H. and de Koning, K. A. (2014) 'Which intervention design factors influence performance of community health workers in low- and middle-income countries? A systematic review', *Health Policy and Planning*, <<http://dx.doi.org/10.1093/heapol/czu126>>.
- Mahbub, A. (2011) 'Exploring the social dynamics of CLTS in Bangladesh: the inclusion of children, women and vulnerable people', in Mehta, L. and

- Movik, S. (eds.) *Shit Matters: The Potential of Community-Led Total Sanitation*, Practical Action, Rugby.
- Maulit, J.A. (2014) 'How to trigger for handwashing with soap', *Frontiers of CLTS: Innovations and Insights* 2, Institute of Development Studies, Brighton, <http://www.communityledtotalsanitation.org/resources/frontiers/how-trigger-handwashing-soap> [accessed 25 February 2016].
- Mukherjee, N. (2016) 'Building environments to support sustainability of improved sanitation behaviours at scale: Levers of change in East Asia', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Mukherjee, N. with Robiarto, A., Effentrif, S. and Wartono, D. (2012) *Achieving and Sustaining Open Defecation Free Communities: Learning from East Java*, Washington DC: Water and Sanitation Program (WSP), [www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/WSP\\_Indonesia\\_Action\\_Research\\_Report.pdf](http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/WSP_Indonesia_Action_Research_Report.pdf) [accessed 25 February 2016].
- Munkhondia, T., Simangolwa, W. and Zapico, A. (2016) 'CLTS and sanitation marketing: aspects to consider for a better integrated approach', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action, Rugby.
- Musembi, C. and Musyoki, S. (2016) 'CLTS and the right to sanitation', *Frontiers of CLTS*, 8, Institute of Development Studies, Brighton.
- Musyoki, S. (2016) 'Roles and responsibilities for post-ODF engagement: building an enabling institutional environment for CLTS sustainability', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Myers, J. (2016) 'The long-term safe management of rural shit', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- O'Connell, K. (2014) *What Influences Open Defecation and Latrine Ownership in Rural Households? Findings from a Global Review*, Water and Sanitation Program Working Paper, World Bank, Washington DC, <http://www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-What-Influences-Open-Defecation-Global-Sanitation-Review.pdf> [accessed 24 February 2016].
- Osbert, N., Hoehne, A., Musonda, E., Manchikanti, S., Manangi, A. and Mboshya, P. (2015) 'Real-time monitoring of rural sanitation at scale in Zambia using mobile-to-web technologies', *UNICEF Eastern and Southern Africa Sanitation Learning Series*, [http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Zambia\\_Mobile2Web.pdf](http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Zambia_Mobile2Web.pdf) [accessed 24 February 2016].
- Pasteur, K. (2014) *Improving CLTS from a Community Perspective in Indonesia*, Research Summary, CLTS Foundation, [http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/CLTS\\_Research\\_Indonesia.pdf](http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/CLTS_Research_Indonesia.pdf) [accessed 24 February 2016].
- Patkar, A. (2016) 'Leave no one behind: equality and non-discrimination in sanitation and hygiene', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action, Rugby.
- Pedi, D. and Sara, L. (2013) *Sanitation Deep Dive*, unpublished report for IFC and the Water and Sanitation Program, World Bank: Washington DC.

- Phiri, S. (2010) *TA MKanda CLTS Research: Summary*, Engineers without Borders, Canada, [http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Mkanda\\_research\\_revised.pdf](http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Mkanda_research_revised.pdf) [accessed 25 February 2016].
- Quattri, M and Smets, S. (2014) *Lack of Community-Level Improved Sanitation Causes Stunting in Rural Villages of Lao PDR and Vietnam*, Paper, 37th WEDC International Conference, Hanoi.
- Reed, B. (2014) *Simple Pit Latrines*, Water, Engineering and Development Centre, Loughborough University, Loughborough, <http://wedc.lboro.ac.uk/resources/booklets/G025-Simple-pit-latrines-booklet.pdf> [accessed 25 February 2016].
- Regmi, A. (2016) 'Tools for embedding post-ODF sustainability: experiences from SNV Nepal', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Riviera, R., Joseph, G., Smets, S., Ljung, P., Nguyen, H., Um, S. and Chan, V. (forthcoming, 2016) *Understanding the Effect of Sanitation Marketing and Smart Subsidy Programs on Sanitation Uptake Among the Poor and Non-Poor in Cambodia*, Water and Sanitation Program, World Bank and East Meets West Foundation/ Thrive Networks, Washington DC.
- Robinson, A. (2012) *Sanitation Finance in Rural Cambodia, Phnom Penh*, Report, Asian Development Bank and World Bank Water and Sanitation Program, Washington DC.
- Robinson, A. and Gnilo, M. (2016a) 'Beyond ODF: A phased approach to rural sanitation development', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Robinson, A. and Gnilo, M. (2016b) 'Promoting choice: smart finance for rural sanitation development', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action Publishing, Rugby.
- Roose, S., Rankin, T. and Cavill, S. (2015) 'Breaking the next taboo: Menstrual hygiene within CLTS', *Frontiers of CLTS: Innovations and Insights* 6, Institute of Development Studies, Brighton, <http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/pdf> [accessed 24 February 2016].
- Sahoo, K. C., Hulland, K. R. S., Carusoc, B. A., Swaina, R., Freemand, M. C., Panigrahi, P. and Dreibelbis, R. (2015) 'Sanitation-related psychosocial stress: a grounded theory study of women across the life-course in Odisha, India', *Social Science & Medicine*, 139: 80-9 <<http://dx.doi.org/10.1016/j.socscimed.2015.06.031>>.
- Sara, L. (2016) 'Certification of open defecation-free status: emerging lessons from Kenya', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action, Rugby.
- Sara, S. and Graham, J. (2014) 'Ending open defecation in rural Tanzania: which factors facilitate latrine adoption?' *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 11: 9854-70 <<http://dx.doi.org/10.3390/ijerph110909854>>.

- SNV Nepal (2012) *Formative Research on Sanitation and Hygiene Behaviour in Kalikot, 2012/2013*, SNV Nepal, Kathmandu.
- Spears, D. (2014) *The Nutritional Value of Toilets: Sanitation and International Variation in Height*, 2014 version, first circulated 2012, RICE Institute.
- Steinmann, P., Juvekar, S., Hirve, S. and Weiss, M.G. (2015) Coping Strategies to Deal with Inadequate WASH Facilities and Related Health Risks, Research Brief Note, SHARE Research Consortium and Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSCC), [http://wsscc.org/wp-content/uploads/2015/09/BriefNote\\_1\\_2015\\_LoRes.pdf](http://wsscc.org/wp-content/uploads/2015/09/BriefNote_1_2015_LoRes.pdf) [accessed 24 February 2016].
- Sugden, S. (2003) *One Step Closer to Sustainable Sanitation: Experiences of an Ecological Sanitation Project in Malawi*, Water Aid, Lilongwe.
- Thomas, A. (2014) 'Key findings of a sanitation supply chains study in Eastern and Southern Africa', *UNICEF Eastern and Southern Africa Sanitation and Hygiene Learning Series*, WASH Technical Brief, UNICEF, London, [http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Sanitation\\_Supply\\_Chains\\_ESAfrica.pdf](http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Sanitation_Supply_Chains_ESAfrica.pdf) [accessed 24 February 2016].
- Thomas, A. (2016) 'Strengthening post ODF programming: reviewing lessons from sub-Saharan Africa', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action, Rugby.
- Trémolet, S. and Mansour, G. (2013) *Evaluating the Effectiveness of Public Finance for Sanitation: A Synthesis Report*, WaterAid and SHARE, London.
- Tyndale-Biscoe, P., Bond, M. and Kidd, R. (2013) *ODF Sustainability Study*, FH Designs and Plan International, <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/odf-sustainability-study-plan> [accessed 24 February 2016].
- UN (2014) *Sanitation is a Good Economic Investment*, Fact Sheet 2, Sanitation for all-the drive to 2015 initiative, <http://sanitationdrive2015.org/wp-content/uploads/2013/03/Planners-Guide-Fact-Sheet-2-English.pdf> [accessed 24 February 2016].
- UN (2015) *Sustainable Development Goals: Goal 6 Ensure Access to Water and Sanitation for All*, United Nations, Geneva, <http://www.un.org/sustainabledevelopment/water-and-sanitation/> [accessed 24 February 2016].
- UNICEF (2014) *Evaluation of the WASH Sector Strategy 'Community Approaches to Total Sanitation' (CATS)*, UNICEF, [http://www.unicef.org/evaluation/files/Evaluation\\_of\\_the\\_WASH\\_Sector\\_Strategy\\_FINAL\\_VERSION\\_March\\_2014.pdf](http://www.unicef.org/evaluation/files/Evaluation_of_the_WASH_Sector_Strategy_FINAL_VERSION_March_2014.pdf), [accessed 25 February 2016].
- Wamera, E. (2016) 'Who is managing the post-ODF process in the community? A case study of Nambale sub-county in Western Kenya', in P. Bongartz, N. Vernon and J. Fox (eds.) *Sustainable Sanitation for All: Experiences, Challenges, and Innovations*, Practical Action, Rugby.
- WaterAid (n.d.) *New Sanitation Technologies for Communities with Poor Soil*, WaterAid, Nigeria, <http://www.sswm.info/library/54> [accessed 24 February 2016].
- Whaley, L. and Webster, J. (2011) 'The effectiveness and sustainability of two demand-driven sanitation and hygiene approaches in Zimbabwe', *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*, 1.1: 20–36 <<http://dx.doi.org/10.2166/washdev.2011.015>>.
- Wilbur, J., Jones, H., Gosling, L., Groce, N. and Challenger, E. (2013) *Undoing Inequity: Inclusive Water, Sanitation and Hygiene Programmes That Deliver for All in Uganda and Zambia*, Briefing Paper, 36th WEDC International Conference, Nakuru.

- Wilbur, J. and Danquah, L. (2015) *Undoing Inequity: Water, Sanitation and Hygiene Programmes That Deliver for All in Uganda and Zambia – An Early Indication of Trends*, briefing paper, 38th WEDC International Conference, Loughborough University, Loughborough, <http://wedc.lboro.ac.uk/resources/conference/38/Wilbur-2191.pdf> [accessed 24 February 2016].
- WHO (n.d.) *Simple Pit Latrines*, Fact Sheet 3.4, World Health Organization, Geneva, [http://www.who.int/water\\_sanitation\\_health/hygiene/emergencies/fs3\\_4.pdf](http://www.who.int/water_sanitation_health/hygiene/emergencies/fs3_4.pdf) [accessed 24 February 2016].
- WHO (2014) *The Health and Economic Cost of Poor Sanitation*, WHO in South- East Asia, New Delhi, <http://www.searo.who.int/mediacentre/features/2014/the-health-and-economic-cost-of-poor-sanitation/en/> [accessed 24 February 2016].
- WHO/UNICEF (2015) *Progress on Drinking Water and Sanitation: 2015 Update and MDG Assessment*, Joint Monitoring Programme (JMP), WHO/UNICEF, Geneva, [www.wssinfo.org/fileadmin/user\\_upload/resources/JMP-Update-report-2015\\_English.pdf](http://www.wssinfo.org/fileadmin/user_upload/resources/JMP-Update-report-2015_English.pdf) [accessed 24 February 2016].
- WSP (2011) *Factors Associated with Achieving and Sustaining Open Defecation Free Communities: Learning from East Java*, Water and Sanitation Program (WSP), Washington DC, [http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Factors\\_ODF\\_EastJava.pdf](http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Factors_ODF_EastJava.pdf) [accessed 24 February 2016].
- WSP (2012) *Africa Economics of Sanitation Initiative*, Water and Sanitation Program (WSP), Washington DC, <http://www.wsp.org/content/africa-economic-impacts-sanitation> [accessed 24 February 2016].
- WSP (2014a) *Investing in the Next Generation: Children Grow Taller, and Smarter, in Rural Villages of Lao PDR where all Community Members use Improved Sanitation*, WSP Research Brief, Water and Sanitation Program (WSP), Washington DC.
- WSP (2014b) *Investing in the Next Generation: Children Grow Taller, and Smarter, in Rural, Mountainous Villages of Vietnam where Community Members use Improved Sanitation*, WSP Research Brief, Water and Sanitation Program (WSP), Washington DC.
- Yimam, Y.T., Gelaye, K.A. and Chercos, D.H. (2015) 'Latrine utilization and associated factors among people living in rural areas of Denbia District, Northwest Ethiopia, 2013, a cross-sectional study', *Pan African Medical Journal*, 18.334 <<http://dx.doi.org/10.11604/pamj.2014.18.334.4206>>.

